

## Langues : un débat pour rien...

Le gouvernement ne fera rien pour que le texte bénéficie d'une procédure accélérée



Langues : un débat pour rien...

### Le gouvernement ne fera rien pour que le texte bénéficie d'une procédure accélérée



Le débat sur la proposition de loi visant à promouvoir les langues régionales qui a eu lieu à l'Assemblée Nationale dans la soirée du 30 Novembre et jusqu'à la première heure du 1er décembre n'a pas failli à la tradition parlementaire comme chaque fois que le sujet est évoqué.

Les députés avaient à débattre d'une proposition en sept articles traitant de l'enseignement des et en langues régionales, de la presse, de la radio et de la signalétique bilingue. Cette proposition était signée par un peu plus de 130 députés de gauche, mais soutenue par peu d'entre eux. L'assistance était clairsemée.

Personne n'est « contre les langues régionales » n'a t-on cessé de répéter dans l'hémicycle, mais ils sont vraiment peu nombreux à vouloir faire quelque chose.

Les députés abonnés à défendre avec des arguments raisonnables nos langues étaient présents, de gauche et de droite. Mais les abonnés de l'autre camp étaient là aussi avec au premier rang le fameux Jean-Luc Laurent (chevénementiste) qui avait il y a quelques mois expliqué que quand on parle une langue dite régionale on vit chez les dingues !

La première force dans le débat fut l'inertie du gouvernement ; ce dernier a tout fait pour empêcher d'avancer. Ni la ministre de l'Éducation, ni la ministre de la Culture n'avaient daigné faire le déplacement. Estelle Grelier, secrétaire d'état chargée des Collectivités territoriales avait été envoyée pour exprimer la position absolument ahurissante du gouvernement qui, sur les quatre articles discutés, s'est opposé...aux quatre.

L'objectif essentiel du texte est de faire en sorte que l'enseignement des langues soit proposé à tous les élèves et que ceux qui n'en veulent pas qui aient à exprimer leur refus. Ce serait une généralisation de ce qui existe, dans les textes, à propos du Corse.



**Il reste trois articles** à discuter mais on ne sait pas quand ils pourraient l'être puisque le débat s'est terminé à une heure du matin sans que le sujet ne soit épuisé. C'était donc un coup d'épée dans l'eau comme prévu ; mais on ne peut jeter la pierre à ceux qui ont tenté le coup. Ceux-là ce sont les députés de gauche qui étaient présents sur les bancs et que nous commençons à connaître : Paul Molac, Colette Capdevielle, Sylviane Alaux, François de Rugy et à droite on aura retrouvé Marc Le Fur avec la combattivité qu'on lui connaît depuis plusieurs années. Il y en avait quelques autres notamment des députés alsaciens de droite. Heureusement que la députée de Bayonne Colette Capdevielle était là pour représenter les occitans puisqu'elle revendique son appartenance à un territoire basque et occitan. Mis à part Philippe Folliot le député du Tarn, les autres occitans n'étaient pas là. Si, il y avait Jean Lassalle, mais il était venu sans arguments et surtout pour rappeler qu'il était candidat à la candidature pour la présidence de la République et pour se plaindre que les médias ne parlent pas assez de lui.

Il y avait un mur face aux députés qui ont tenté de faire adopter des articles simples d'une proposition de loi qui a peu de chances d'aller plus loin.

Le gouvernement s'est réfugié derrière le Conseil Constitutionnel, le Conseil d'État, l'article 2 et tout l'attirail habituel afin d'empêcher toute avancée en matière d'enseignement bilingue ou immersif et en matière de formation des maîtres. A aucun moment il n'a cherché à cacher son opposition de principe tout « en faisant semblant » comme le dénonçait Marc Le Fur qui concluait en disant que : « ce texte ne sert à rien ! C'est une bulle de savon qui vient d'éclater » après que la représentante du gouvernement ait quasiment dit non à tout.

Les députés les plus favorables à gauche avaient beau essayer de demander que l'on examine les choses en fonction des résultats et des réalités de l'enseignement bilingue et immersif, rien n'y a fait.

Les fantasmes, les épouvantails ont la vie dure. Les préjugés dominent le débat.

Trois heures et demi de discussion pour entendre des députés de gauche et de droite nous assommer avec des arguments qui font parfois l'amalgame entre illettrisme et enseignement des langues régionales ! . Tout était bon pour empêcher de progresser parce qu'en plus des arguments habituels on évoquait même l'autonomie des collectivités pour expliquer qu'on ne pouvait rien leur imposer...

Bref, comme il y avait malgré tout en séance plus de partisans que d'opposants, les quatre premiers articles ont été votés mais cela ne servira à rien. D'abord parce qu'ils ne sont pas révolutionnaires et parce que les trois qui restent ne seront peut être jamais débattus. Et quand bien même le seraient-ils, on ne voit pas la majorité de droite au Sénat s'emparer du texte avant la fin de la législature. Le gouvernement, et c'était bien clair hier soir, ne fera rien pour que le texte bénéficie d'une procédure accélérée.

Je vous conseille la lecture des débats pour vous faire une idée. Allez sur le site de l'Assemblée Nationale pour ce faire ; vous ne serez pas déçus !